

Le budget—M. Oberle

relations entre les universités et l'industrie, et juge que ces relations devraient rester bilatérales.

Je voudrais savoir si le ministre ou ses collaborateurs ont pris connaissance de l'expérience du gouvernement du Québec. Il y a quelques années, ce gouvernement a entrepris de mettre en œuvre une formule du même type. Il a ouvert un bureau et essayé d'obtenir de l'industrie qu'elle investisse l'équivalent de ses subventions. Ce bureau a fermé au bout d'un an et demi car on avait constaté l'inefficacité de la formule.

M. Oberle: Monsieur le Président, j'ai écouté le discours prononcé hier par le député. Il déplore que nous ne puissions pas accorder des subventions trois fois plus élevées qu'à l'heure actuelle. Il nous faut bien commencer quelque part. Les subventions accordées au Natural Sciences and Engineering Research Council étaient d'environ 288 millions de dollars quand nous avons accédé au pouvoir. Si cette somme équivalait au tiers de ce que nous aurions dû dépenser, je serais d'accord avec le député, mais c'est à ce niveau que se situaient les subventions accordées par nos prédécesseurs. Nous devions commencer à ce niveau-là. M. McNabb serait le premier à le reconnaître, même si nous avons 2 milliards de dollars, nous ne disposons pas du personnel hautement qualifié pour effectuer les recherches, et les universités n'ont pas elles non plus l'argent nécessaire pour payer l'infrastructure ou les frais généraux. Il faudra un certain temps avant de pouvoir corriger les erreurs du parti dont le député est partisan.

● (1720)

Je voudrais rappeler certains propos de M. McNabb qui a déclaré: «Je dois avouer que je suis passablement satisfait, compte tenu de la situation dans laquelle a été présenté le budget». J'ai aussi les propos de M. Wright, un personnage connu au Canada. Soit dit en passant, il est le directeur d'une université subventionnée principalement par le secteur privé, car cette université sait que le secteur privé est l'argent de l'avenir. Il a déclaré qu'on avait accru les ressources consacrées à la recherche et au développement alors qu'on sabrait dans d'autres domaines. Il a ajouté qu'on devait féliciter le gouvernement d'avoir tenu compte des demandes des universités et autres. Les libéraux jouent à certains jeux, mais c'est fini. Dans son discours, le député a déclaré que dans la plupart des cas, il y avait eu des retards et il a ajouté que les augmentations de dépenses étaient survenues à la fin de l'année et que cela avait causé certains problèmes. Je comprends. Le député a-t-il déjà dirigé quelque chose—que ce soit une entreprise, un gouvernement ou un ministère? Comment pouvons-nous encourager les hommes de science à demeurer au Canada en leur disant qu'ils peuvent compter sur des crédits de \$3,000, qui risquent d'être épuisés en juillet, septembre ou février? Comment peuvent-ils planifier? Les crédits que j'ai annoncés en relation avec le budget, sont tous établis dans le budget. Je peux maintenant appeler un professeur ou un président d'université et lui dire qu'il aura telle ou telle somme à sa disposition au cours des cinq prochaines années.

Il se peut que certaines prévisions contenues dans le budget au sujet de la croissance économique soient dépassées. Il est également possible que je veuille établir certaines priorités et appeler le président du conseil et lui donner 50 millions de dollars de plus pour cette année ou 150 millions de dollars pour l'année suivante. Les crédits prévus dans le budget seront dépensés. Cela permet à tous les intéressés de planifier en

conséquence. L'aspect fondamental que nous avons introduit en 1979 résidait dans la notion de plans quinquennaux, que le gouvernement précédent a fait disparaître. Nous rétablissons une certaine stabilité, mais nous avons dû reprendre là où les libéraux s'étaient arrêtés. Il y avait matière à amélioration, je suis le premier à l'admettre, mais les crédits vont augmenter de façon marquée.

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, je participe avec plaisir à ce débat étant donné que les propositions budgétaires revêtent beaucoup d'importance pour tous les Canadiens et surtout pour les familles. J'irai droit au but en disant que ce budget est injuste vis-à-vis de la famille moyenne. Au cours des quelques minutes à ma disposition, j'ai l'intention de dire exactement pourquoi je suis de cet avis.

Ce budget s'attaque durement aux Canadiens moyens. Le gouvernement ne semble pas avoir tiré la leçon du budget précédent. Dans ce nouveau budget il augmente les impôts de la famille moyenne d'environ \$350 par an en augmentant l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe de vente, y compris la taxe sur l'essence. Le gouvernement avait promis aux Canadiens qu'ils paieraient l'essence moins cher. En fait, les taxes sur l'essence augmentent alors que les prix devraient baisser énormément. La hausse des taxes, qui s'élève à \$350 par an, s'ajoute à une hausse de \$1,000 imposée aux familles canadiennes en 1985 à la suite du budget et de l'exposé économique de ce même gouvernement. Le gouvernement estime avoir assez d'argent pour maintenir l'exemption sur les gains en capital, mais il se croit obligé d'augmenter les impôts des Canadiens moyens de \$350, en plus des \$1,000 dont j'ai déjà parlé, ce qui donne au total \$1,350. Il s'agit là d'un fardeau très lourd pour la famille moyenne. Tout à l'heure, le ministre des Finances (M. Wilson) a essayé d'expliquer sa décision. Par exemple, il a dit que la hausse de la taxe de vente que les conservateurs ont imposée à leur arrivée au pouvoir avait été proposée par Marc Lalonde, l'ancien ministre des Finances libéral. Bien sûr, le ministre des Finances conservateur pouvait très bien refuser de donner suite à ce projet, mais il a décidé d'augmenter la taxe de vente, si bien qu'il est seul responsable de cette décision.

Les familles canadiennes ne sont pas seulement touchées sur le plan fiscal. Prenons également les services assurés par le gouvernement fédéral. Le budget prévoit des coupes dans des services importants pour les familles et les localités du pays. On réduit de quelque 2.05 milliards de dollars les subventions au titre du développement économique régional qui permettaient aux régions les plus pauvres de profiter de la production de la richesse nationale. Je songe notamment au Nord du Manitoba qui avait tant besoin de cet argent pour relancer son activité économique. Le budget frappe durement ces régions. Et comme le gouvernement resserre ses crédits sur ce chapitre, il ne pourra pas prendre de nouvelles mesures pour leur assurer l'essor économique dont elles auraient si cruellement besoin. Je pense notamment aux milieux urbains. Une partie de ma circonscription de Winnipeg-Nord-Centre se trouve dans une région où les revenus sont faibles et le taux de chômage fort élevé par rapport au restant de cette communauté. Les milieux urbains pourraient donc profiter des activités organisées autour du développement industriel régional. Nous devrions reconnaître que le centre des villes requiert des activités et des initiatives de développement économiques propres à améliorer